



La Commune



Le vote Chirac désavoué ?

La LCR est-elle une marchandise ?

La LCR a-t-elle le vent en poupe ? On pourrait le penser au vu de la publicité faite autour de son dernier congrès dont les médias ont surtout retenu la décision de faire campagne commune avec Lutte ouvrière aux prochaines élections.

Tout d'abord, l'accord LO-LCR est un désaveu implicite de l'appel "à battre l'extrême-droite dans la rue comme dans les urnes" sous couleur duquel la LCR avait appelé à voter Chirac au second tour des présidentielles en agitant le spectre de "le Pen aux portes du pouvoir".

Quelle "gauche anticapitaliste" ?

Outre cet accord électoral, la LCR appelle à la constitution d'un nouveau parti "radical, anticapitaliste, au diapason des luttes et des aspirations des militants du mouvement social et des nouvelles générations". Nous autres, nous ne savons toujours pas ce qu'est ce "mouvement social" si étrange. Nous savons ce qu'est la lutte des classes, le mouvement ouvrier, les syndicats, les grèves, les manifestations. Alors, on suppose que dans la rhétorique de la LCR, le mouvement social embrasse toutes les formes de résistance de la classe ouvrière, de la jeunesse, aux mesures et plans des gouvernements capitalistes et du Medef.

Pour notre part, nous appuyons l'exigence d'un nouveau parti ouvrier intervenant dans la lutte des classes, dans les entreprises, les cités, les écoles autour d'une politique indépendante partant des revendications les plus urgentes, de la défense intransigeante des droits, conquêtes sociales et garanties collectives issues des luttes ouvrières, et de la bataille pour le retrait de toutes les "réformes" capitalistes.

Hélas, le congrès de la LCR a brouillé le débat sur la perspective d'un nouveau parti anticapitaliste en adoptant un "appel à rassembler la gauche anticapitaliste" qui propose de "bâtir une nouvelle force politique, large et pluraliste, radicalement anticapitaliste et démocratique". Aux plus anciens, cette formule rappellera ce que fut le PSU en 60-70, un parti fourre-tout, platoniquement "anticapitaliste" et fustigeant le "social-libéralisme". Bref, on y trouverait, comme à la Samaritaine, tout ce qu'on veut, sauf... La lutte des classes et les revendications clés qui unissent les travailleurs et la population pauvre. A cet égard, le passage de l'appel qui a trait à mai-juin 2003 est plus qu'édifiant : "Le mouvement du printemps 2003 a, lui, fait la preuve que les salariées et les salariés pouvaient tracer un autre chemin que la loi du Profit". Pourquoi ne pas rappeler à l'occasion que des millions de salariés avaient engagé un mouvement vers la grève générale pour le retrait du plan Fillon, du projet Ferry et pour les "37,5" ? La "nouvelle force politique" devra-t-elle passer sous silence ce qui fâche, à savoir la trahison des directions syndicales en mai-juin afin d'être "large" ? Et, encore une fois, c'est quoi et c'est qui, "la gauche anticapitaliste" ?

A propos de la dictature du prolétariat

Reste à savoir si la LCR va continuer à se réclamer du trotskysme. En effet, la LCR a mis à profit la modification de ses statuts pour abandonner toute référence à la dictature du prolétariat. La LCR ne manque pourtant pas de rappeler que nous vivons sous l'empire de la dictature du Capital financier et elle se réclame toujours de la "lutte pour la révolution socialiste" et pour "le pouvoir aux travailleuses et aux travailleurs". Or, c'est précisément la dictature du prolétariat qui inaugure la révolution socialiste vers une société sans classes, sans Etat où chacun travaillera selon ses capacités et chacun sera rétribué selon ses besoins. Ainsi, pour satisfaire les besoins urgents de la population, un gouvernement des travailleurs devra nécessairement prendre des mesures de coercition contre les capitalistes : réquisitions, confiscations de bien, expropriations. A l'évidence, de telles mesures n'auront rien de "libertaire". Ce seront donc des mesures de dictature.

La dictature du prolétariat ? C'est la Commune de Paris en 1871 qui nous en a livré la clé, en mettant en avant des délégués élus et révocables à tous les niveaux, payés à salaire d'ouvriers, l'élection selon ce principe de tous les administrateurs, placés sous le contrôle de la population travailleuse. Quant à la dictature sur le prolétariat exercée par l'appareil policier et contre-révolutionnaire du stalinisme, elle en fut l'ignoble antithèse. Plutôt que de le rappeler, la LCR préfère émousser et limer les angles saillants du marxisme, pour se rendre, qui sait, "respectable", mais aux yeux de qui ?

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... »

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... »

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... »

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>
